



DANS CE NUMÉRO

- Le G5 Sahel et UNOWAS examinent leur feuille de route



Réunion de travail G5 Sahel-UNOWAS, Nouakchott, le 6 Mars 2017

La coopération initiée depuis plus de deux ans entre le G5 Sahel (Mauritanie, Burkina Faso, Mali, Tchad et Niger) et les Nations Unies témoigne de la volonté des deux organisations de travailler ensemble...[Lire la suite P.17](#)

- La CMCN poursuit ses travaux pour parachever la démarcation des frontières



Une réunion extraordinaire des chefs des délégations de la Commission Mixte Cameroun-Nigeria (CMCN) s'est tenue le 8 mars 2017 à Yaoundé....

[Lire la suite P.19](#)

Interview

- Nana Ato Dadzie, Expert en transition politique

“Notre mission en Gambie est d'identifier les blocages et de faciliter la transition” [P.8](#)

Reportage

- Avec la fin de la crise politique en Gambie, les Gambiens réfugiés au Sénégal rentrent chez eux [P.10](#)

- Une #PresseLibre pour une #NouvelleGambie : l'UNESCO et l'UE équipent les médias gambiens [P.12](#)

Portrait

- SALIEU TALL, *Gambia Has Decided* [P.16](#)

Focus

Une alternance pacifique en Gambie

Le 1er décembre 2016, lors d'une élection décisive et après plus de deux décennies d'un régime autoritaire, les Gambiens ont pacifiquement exprimé leurs aspirations au changement...[Lire la suite P.5](#)



Editorial

De la diplomatie préventive à la transition politique pacifique en Gambie

Par Mohamed Ibn Chambas

L'Afrique de l'Ouest a connu une série d'élections présidentielles et législatives qui s'est déroulée pacifiquement, et surtout, dans le respect des normes et principes démocratiques reconnus par l'Union Africaine, la CEDEAO et les Nations Unies.

Rompant définitivement avec des pratiques antidémocratiques dominées par les alternances des coups d'Etat et le monopole du pouvoir sans limite, l'Afrique, et en particulier l'Afrique de l'Ouest, s'est lancée sereinement et avec détermination dans la voie du changement politique qui s'appuie sur les règles et principes d'élections libres qui garantissent le choix du peuple.

Désormais, plus qu'une tendance, c'est une réalité politique dictée par une prise de conscience des

africains-citoyens comme leaders que l'objectif du développement ne peut être atteint que grâce à une nouvelle culture politique dont la bonne gouvernance et le respect des droits sont les points fondamentaux.

Sans aucun doute, il reste encore du chemin à parcourir. Mais personne ne peut nier, ni sous-estimer les progrès enregistrés en matière de respect des processus électoraux et la mise en place des alternances politiques que l'Afrique de l'Ouest vient de connaître.

Du Nigeria à la Gambie en passant par le Benin et le Ghana- pour ne citer que ces exemples- les leaders africains et les citoyens ont fait preuve d'une grande maturité politique et ont démontré un grand sens de responsabilité qu'il faut saluer et soutenir.



DIPLOMATIE PREVENTIVE

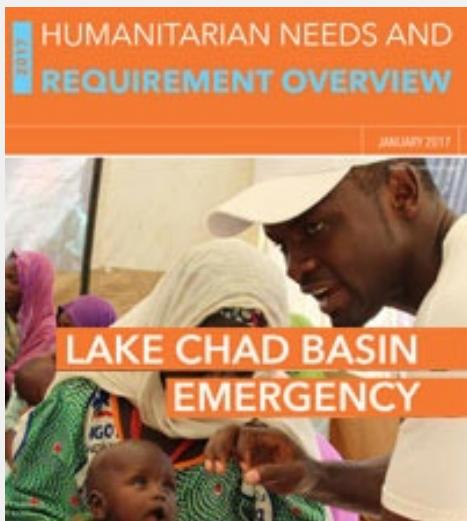


UNOWAS promeut le dialogue entre parties prenantes avec pour objectif de développer le consensus et dissiper les malentendus à travers des missions de bons offices et le soutien aux organisations comme la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union du Fleuve Mano (UFM) et d'autres partenaires régionaux.

Infography

- L'alternance politique en Gambie, en 14 dates [P.5](#)
- La Diplomatie Preventive dans le mandat d'UNOWAS [P.19](#)

A lire



Le Bassin du Lac Tchad est aux prises avec une situation d'urgence humanitaire complexe affectant quelque 17 millions de personnes dans les zones les plus touchées au nord-est du Nigeria, dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, à l'ouest du Tchad et au sud-ouest du Niger.

Plus d'infos: <http://bit.ly/2njffEy>

Suivez nous sur:

- unowas.unmissions.org
- twitter.com/UN_UNOWAS
- facebook.com/UNOWAS
- flickr.com/UNOWAS

UNOWAS E-Magazine est un magazine trimestriel en ligne. Il est conçu et préparé par le Bureau de Communications et de l'Information Publique.

Pour plus de renseignements sur le contenu de ce numéro, merci d'écrire à :
unowascpio@un.org

...Editorial

Au-delà de quelques incidents mineurs entre militants supporters des différents candidats, les dix dernières élections en Afrique de l'Ouest se sont déroulées pacifiquement et sans aucune violence.

L'exemple de la Gambie est dans ce sens significatif. Dans un pays en proie à un pouvoir autocratique depuis plus de deux décennies, la marge de manœuvre permettant un changement politique pacifique faible.

Qui aurait pu penser que les élections pouvaient se tenir librement ? Que la commission électorale pouvait être indépendante et se permettre d'annoncer des résultats confirmant l'éviction du pouvoir en place ? Et enfin, qui aurait pu prévoir que les gambiens allaient pacifiquement voter et attendre avec un grand sens de responsabilité les premiers résultats et ensuite - la fin de la crise politique provoquée par le revirement de Yahya Jammeh et son rejet de l'annonce par la Commission Electorale Indépendante confirmant le candidat de la coalition de l'opposition, Adama Barrow, comme le troisième Président élu de la Gambie ?

Cette maturité politique et ce sens de responsabilité représentent aussi le socle de la diplomatie préventive régionale qui a aidé au départ de l'ancien Président Jammeh et a permis une résolution pacifique de la crise.

La médiation conjointe CEDEAO-UA-UN dépêchée à Banjul au lendemain du refus de Jammeh de quitter le pouvoir témoigne de la volonté des pays de la région et des organisations régionales de veiller à ce que le cadre légal permettant des alternances politiques pacifiques, soit scrupuleusement respecté. Elle témoigne aussi de la détermination de ses organisations régionales de s'approprier les problèmes et les solutions dans une démarche préventive afin de sauvegarde de la paix et la stabilité de la région.

L'implication personnelle des présidents du Sénégal, du Liberia, du Nigeria, du Ghana, de Sierra Leone, et de la Mauritanie et de la Guinée durant toute période de la crise illustre la détermination des dirigeants africains de tout mettre en œuvre pour prévenir tout risque susceptible de produire un autre conflit, et de maintenir la région dans une dynamique de changement pacifique.

Le départ de Yahya Jammeh et l'installation au pouvoir d'Adama Barrow sans aucune violence est un succès de la diplomatie préventive régionale. C'est aussi le fruit de l'attitude exemplaire des Gambiens.

Mais ce succès de la diplomatie préventive régionale ne peut être entier et efficace que si la Gambie s'engage à poursuivre le processus de changement politique en respectant les principes démocratiques.

► La décision du nouveau Président Adama Barrow de mettre en place une équipe conjointe de transition composée de membres de l'ancienne et de la nouvelle administration, est un signal fort de son attachement au processus démocratique. La communauté internationale qui s'est mobilisée durant la crise posté électorale pour affirmer la primauté du droit et de la constitution, doit continuer son soutien à la Gambie pour consolider ce changement politique et accompagner les gambiens dans leur aspiration à la paix et au développement.

C'est pour cela que, soucieux de cette nécessité, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) a déployé au lendemain du retour du Président Barrow à Banjul, un expert en transition politique pour soutenir l'administration entrante et celle sortante, à initier une transition sereine dont l'objectif est d'assurer un changement pacifique du pouvoir.

Dans les prochains jours, l'équipe conjointe de transition devra rendre son rapport au président Adama Barrow ce qui marquera la fin de la période de transition et lancera le début d'une nouvelle ère, celle de l'alternance politique.

Mais cette dernière ne peut constituer une fin en soi tant les défis politiques et économiques sont multiples et nécessitent un engagement politique et une mobilisation forte des nouvelles autorités.

Dans un pays où 60 % de la population vit dans la pauvreté, et dont le tiers vit avec moins de 1,25 dollar par jour, avec un déficit budgétaire qui s'est creusé, atteignant les 7 % du PIB en 2016, la priorité du nouveau gouvernement gambien sera sans aucun doute la mise en place de plans de relance économique et le lancement des réformes structurelles. Les élections législatives prévues le 6 avril prochain, seront, quant à elles, un vrai test pour la coalition au pouvoir.

La diplomatie préventive régionale a été cruciale pour sauvegarder la volonté du peuple gambien exprimée à travers les urnes, et renforcer la paix dans une région qui en a besoin. La transition politique pacifique est fondamentale pour consolider les gains de l'alternance politique par des élections libres.

Les Nations Unies, et particulièrement UNOWAS, en coordination avec les organisations régionales, continueront à soutenir la Gambie dans cette phase importante de son histoire.

Mohamed Ibn Chambas

Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel

Ils ont dit



Ellen Johnson Sirleaf, President CEDEAO

«Nous félicitons le peuple gambien pour son engagement ferme et son ardent désir de poursuivre des objectifs démocratiques, comme cela a été démontré récemment lors des élections générales et présidentielles»

[**Lire la suite**](#)



Dr. Nkosazana Dlamini Zuma: UA

La transition est significative dans la mesure où elle est le premier transfert pacifique de pouvoir dans la République islamique de Gambie depuis l'indépendance du pays en 1965.

[**Lire la suite**](#)



Jeffrey Feltman, ASG Affaires Politiques

La transition en Gambie est «un cas très évident de prévention», dans lequel la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union africaine (UA) et l'ONU étaient «unies derrière la volonté du peuple gambien».

[**Lire la suite**](#)

Une alternance pacifique en Gambie

Le 1er décembre 2016, lors d'une élection décisive et après plus de deux décennies d'un régime autoritaire, les Gambiens ont pacifiquement exprimé leurs aspirations au changement.



Une journée historique

Le 1er décembre 2016, lors d'une élection décisive et après plus de deux décennies d'un régime autoritaire, les Gambiens ont pacifiquement exprimé leurs aspirations au changement à travers un vote historique qui a décidé de la fin du régime de Yahya Jammeh. Yahya Jammeh qui est arrivé au pouvoir en 1994 était, dans un premier temps, vu comme celui qui modernisait le pays et opérait une expansion des infrastructures. Ensuite, il est devenu de plus en plus imprévisible, il était associé à des disparitions forcées, à des atteintes à la liberté d'expression et à la répression des dissidents. En avril 2016, après une manifestation pacifique pour exiger un changement des lois électorales, deux cadres de l'opposition ont perdu la vie en garde à vue, ce que le Président Jammeh a jugé «normal».

Le 2 décembre 2016, jour historique d'annonce des résultats de l'élection présidentielle, Adama Barrow du Parti Démocratique Uni a été déclaré vainqueur par la Commission électorale indépen-

dante. M. Barrow est le candidat présidentiel d'une coalition de sept partis d'opposition unis pour la première fois dans l'histoire de la Gambie pour affronter le dirigeant de longue date, le Président Yahya Jammeh.

Cependant, ce qui a été applaudi par la communauté internationale comme un important exemple de changement pacifique de pouvoir en Afrique devint, soudain, une crise politique suite au refus de Yahya Jammeh de quitter le pouvoir, même s'il avait, dans un premier temps, concédé la victoire.

Diplomatie préventive régionale

Ce qui s'est passé le 2 décembre, suite à la déclaration des résultats des élections pourrait trouver sa place dans un futur manuel de la diplomatie préventive. La volte-face de Jammeh et son refus de reconnaître les résultats ont été condamnés par les partenaires régionaux et internationaux. Lors de leur sommet ordinaire tenu à Abuja à la mi-décembre 2016, les chefs d'État de la CEDEAO ont, sans équivoque, lancé un appel fort et collectif pour une transition ordonnée et pacifique.

Plusieurs missions de médiation de la CEDEAO, auxquelles participaient les Présidents Helen Johnson Sirleaf, Présidente du Libéria et de la CEDEAO, Buhari du Nigeria, Koroma de la Sierra Leone et John Dramani Mahama du Ghana ont permis de dialoguer avec le Président Jammeh et avec les autres parties prenantes gambiennes. Alors que des préparatifs logistiques, juridiques, financiers et autres étaient en cours pour une possible intervention militaire, la communauté internationale a maintenu sa pression sur le régime, déclenchant de multiples défections de fonctionnaires et ambassadeurs de Gambie à l'étranger.

Le 18 janvier, dès sa prestation de serment, à l'Ambassade de la Gambie à Dakar, le Président Adama Barrow, troisième président de la République de Gambie, a été reconnu par des partenaires majeurs. L'Union Européenne a annoncé la reprise imminente de son soutien à la Gambie qui avait été suspendu pour cause de violations des droits de l'homme.

Le même jour, l'opération militaire de la CEDEAO a été suspendue pour faire place à des efforts de médiation de dernière minute menés par les Présidents de la Guinée et de la Mauritanie et soutenus par le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, Mohamed Ibn Chambas, qui a joué un rôle clé de coordination tout au long de la crise.

Le 21 janvier, suite à une déclaration conjointe de la CEDEAO, de l'UA et de l'ONU, l'ancien président Jammeh s'est adressé à la nation à la télévision annonçant qu'il avait décidé de «renoncer au pouvoir» et peu de temps après, a quitté Banjul avec son entourage pour la Guinée équatoriale. Cinq jours plus tard, le 26 janvier, Barrow a quitté Dakar pour Banjul, où dignitaires et officiels l'ont accueilli sur le tarmac. Son cortège de l'aéroport à la ville a été suivi par des milliers de partisans jubilant, dont beaucoup portaient les t-shirts #GambiaHas-Decided qui, juste une semaine auparavant, avaient été interdits par le régime sortant.

La transition pacifique est d'autant plus remarquable qu'aucun incident n'a été enregistré. Tout en revendiquant leurs droits démocratiques, tout au long du processus, les Gambiens ont manifesté leur engagement bien connu en faveur de la paix. Ce succès témoigne également de la détermination des partenaires internationaux et régionaux, avec le soutien et la coordination des Nations Unies, d'oeuvrer ensemble pour le même objectif. En outre, il met en exergue l'importance du rôle de la diplomatie préventive régionale et de la progression de la démocratie en Afrique de l'Ouest depuis la transition vers le multipartisme du début des années 90 et les conflits qui ont suivi autour

des ressources et la participation. Il montre la force des institutions collectives d'Afrique de l'Ouest, inscrites dans le Protocole de la CEDEAO sur la démocratie et la bonne gouvernance. En fait, l'élection gambienne est la plus récente d'un cycle de dix élections réussies en Afrique de l'Ouest, où, malgré les imperfections, féliciter le vainqueur, comme au Nigeria, au Bénin, au Cap Vert et ailleurs, semble devenir la nouvelle norme.

Soutien des Nations Unies pour une transition politique pacifique

A travers son bureau régional, UNOWAS, l'ONU a sans cesse démontré sa détermination à soutenir la Gambie en proposant une vision stratégique et un plan pour aider la nouvelle administration.

Le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, Jeffrey Feltman, qui s'est entretenu, le 1er mars 2017, avec le nouveau Président de la Gambie, Adama Barrow, à Banjul, a félicité les Gambiens pour leur engagement à parvenir à une transition pacifique et à transcender les intérêts individuels pour le bien du pays. Il a également offert le soutien de l'ONU dans le domaine de l'éducation des électeurs dans le but de préparer les élections parlementaires prévues pour le 6 avril.

Le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) a également joué un rôle important en facilitant l'établissement de l'Équipe de transition conjointe grâce à l'appui de son Expert en gestion des transitions qui a été déployé à Banjul depuis la mi-janvier pour aider et guider la nouvelle et l'ancienne administration dans la coordination d'un transfert pacifique du pouvoir.

Dans ce sens, le président Adama Barrow a officiellement lancé, le 15 février passé l'équipe de transition conjointe qui sera chargée d'assurer un transfert harmonieux du pouvoir ainsi qu'une transition inclusive qui consolidera la paix entre les Gambiens.

Lors de la cérémonie de lancement de l'Équipe de transition conjointe, le Président Adama Barrow a souligné son attachement au principe de continuité de la gouvernance, la nécessité de lancer des réformes institutionnelles et constitutionnelles pour construire des institutions durables et indépendantes. Il a également souligné que la transition n'était pas une inquisition, mais plutôt une opération salutaire visant à recueillir des faits qui serviront de base à l'élaboration des politiques.

Le Président Adama Barrow a souligné son attachement au principe de continuité de la gouvernance, la nécessité de lancer des réformes institutionnelles et constitutionnelles pour construire des institutions durables et indépendantes.

De leur côté, d'anciens ministres, dont l'ancien vice-président, qui sont membres de l'Équipe mixte de transition, ont assuré le nouveau gouvernement de leur entière coopération et de leur volonté de finaliser le processus de transition.

L'équipe mixte de transition devrait soumettre dans les prochains jours son rapport au président Barrow ; ce qui marquera la fin de la période de transition.

L'ALTERNANCE POLITIQUE EN GAMBIE, EN 14 DATES

1^{er} Decembre 2016



6 Decembre 2016

9 Decembre 2016

01 décembre 2016

Jour de l'élection présidentielle. Les gambiens votent dans le calme.

1

Période électorale

02 décembre 2016

- ⇒ La Commission Electorale Indépendante annonce les résultats préliminaires et déclare Adama Barrow président élu.
- ⇒ Dans un communiqué de presse, Jammeh annonce accepter les résultats.

2

06 décembre 2016

La Commission électorale publie une déclaration révisant les résultats (avec une marge inférieure aux 20 000 voix initialement annoncées). Cependant, elle confirme la victoire de Barrow.

3

Période de crise commence avec le rejet des résultats de l'élection par Jammeh Les efforts de médiation ont été menés par des organisations régionales et l'ONU

09 décembre 2016

- ⇒ Le président Jammeh revient sur sa position et rejette les résultats révisés par la CEI. Il réclame une nouvelle élection.
- ⇒ Le Conseil de Sécurité de l'ONU demande à Jammeh de quitter le pouvoir et de le transférer à Barrow.

4

13 décembre 2016

- Une délégation conjointe de haut niveau CEDEAO-UA -ONU a été dépêchée à Banjul pour convaincre le président Jammeh de transférer le pouvoir à Adama Barrow.

5

18 décembre 2016

Lors de sa 50^e session ordinaire, les Etats membres de la CEDEAO ont désigné les Présidents Buhari du Nigeria et Mahama du Ghana comme Médiateurs dans la crise politique en Gambie.

6

17 janvier 2017

- ⇒ Jammeh déclare l'Etat d'Urgence.
- ⇒ L'Assemblée Nationale vote une résolution prolongeant le mandat de Jammeh.

7

18 janvier 2017

- Fin du mandat de Jammeh selon la constitution gambienne.

8

19 janvier 2017

- ⇒ Adama Barrow a prêté serment comme nouveau président à l'Ambassade de Gambie à Dakar.
- ⇒ Le Conseil de Sécurité de l'ONU a adopté la résolution 2337 appuyant la décision de l'UA de reconnaître Adama Barrow comme Président de la Gambie
- ⇒ La Force militaire conjointe de

9

20 janvier 2017

- Dans une médiation de la dernière chance, les Présidents de la Guinée et de la Mauritanie soutenus par le SRSG Ibn Chambas ont engagé une autre série de discussions avec Jammeh.

10

21 janvier 2017

- ⇒ Après des heures de discussions, Jammeh accepte de quitter le pouvoir et annonce son départ dans une déclaration à la télévision.
- ⇒ Une déclaration CEDEAO-UA-ONU confirme le départ de Jammeh.
- ⇒ Jammeh quitte Banjul.

11

26 janvier 2017

- Adama Barrow retourne à Banjul après une semaine à Dakar.

12

18 février 2017

- Le président Adama Barrow refait sa prestation de serment pendant la célébration de l'indépendance, un mois après l'avoir fait à Dakar.

13

15 février 2017

- Avec le soutien d'UNOWAS, une équipe de transition conjointe a été installée par le Président Adama Barrow pour assurer un transfert pacifique du pouvoir.

20 Janvier 2017

21 Janvier 2017

Issue pacifique de la crise - Succès de la diplomatie préventive qui permet à la Gambie d'entrer dans une nouvelle ère

21 janvier 2017

- ⇒ Après des heures de discussions, Jammeh accepte de quitter le pouvoir et annonce son départ dans une déclaration à la télévision.
- ⇒ Une déclaration CEDEAO-UA-ONU confirme le départ de Jammeh.
- ⇒ Jammeh quitte Banjul.

11

26 janvier 2017

- Adama Barrow retourne à Banjul après une semaine à Dakar.

12

18 février 2017

- Le président Adama Barrow refait sa prestation de serment pendant la célébration de l'indépendance, un mois après l'avoir fait à Dakar.

13

18 Février 2017

Nana Ato Dadzie: "Notre mission en Gambie est d'identifier les blocages et de faciliter la transition"

A travers l'Afrique, il y a une attention accrue et plus d'engagement dans le processus électoral, mais malheureusement peu d'attention est portée sur le processus de transition, dit M. Nana Ato Dadzie, expert en transition politique, actuellement à Banjul dans le cadre du soutien de UNOWAS pour assurer une transition politique pacifique en Gambie.



1) Concrètement quel est le rôle d'un expert en transition politique?

Un expert en transition politique aide un pays pour un transfert pacifique et ordonné du pouvoir politique d'un président ou gouvernement démocratiquement élu à un autre président ou gouvernement démocratiquement élu.

En Afrique, une grande attention et beaucoup d'investissements sont accordés au processus électoral et pas au processus de transition qui attire peu d'attention.

Les dossiers sur la violence post - électoral en Afrique tendent à indiquer qu'elle tourne majoritairement autour des questions de transitions découlant de l'absence, de cadre administratif/institutionnel/juridique de gestion de la transition comme par exemple en Côte d'Ivoire.

Le travail de l'expert consiste à aider à identifier, à classifier et à

faire des recommandations aux autorités compétentes, à remédier aux faiblesses ainsi établies afin d'assurer une gestion ordonnée et pacifique des transitions actuelles et futures et d'éviter une rupture du processus qui produit invariablement de la violence.

En Afrique, une grande attention et beaucoup d'investissements sont accordés au processus électoral et pas au processus de transition qui attire peu d'attention.

2) Parlez-nous de votre rôle d'expert en transition politique en Gambie.

La Gambie est un cas typique d'échec du processus de transition.

Après avoir, le 2 décembre 2016, inconditionnellement accepté sa

défaite au scrutin présidentiel du 01 décembre 2016, la prochaine étape constitutionnelle pour l'ex-président Jammeh devait être le transfert du pouvoir au gagnant, M. Adama Barrow.

Qu'est ce qui ne s'est pas bien passé? Quel cadre administratif-institutionnel-juridique existait-il pour assurer le respect de ce mandat constitutionnel?

Les documents indiquent que les présidents entrant et sortant ont mis en place des équipes de transition parallèles pour faciliter le transfert de pouvoir. Pourquoi ce processus a-t-il échoué, créant ainsi une opportunité pour l'ex-président de revenir, tardivement, sur sa concession volontaire de la défaite. Notre mission en Gambie est, entre autres, d'identifier les blocages et de faciliter la transition en Gambie, et entre autres choses:

- Aider à sauver le processus bâclé de transition et le remettre sur la bonne voie.
- Aider la Gambie à créer une base plus solide de gestion pacifique et ordonnée des transitions futures.

3) A quels défis êtes-vous confronté dans vos interactions avec les administrateurs, nouveaux et anciens?

Une multitude de défis. Les transitions sont généralement des passerelles entre l'élection et la prise de fonction du nouveau président. En Gambie, nous sommes arrivés lorsque le mandat du président

sortant est arrivé à son terme. Après l'entrée en fonction du nouveau président.

L'ancien président était en fait parti en exil et était hors du pouvoir. Il était parti avant une passation correcte de pouvoir.

Son gouvernement s'est effondré à cause de démissions, de licenciements avant même qu'il ait quitté le pouvoir.

Beaucoup d'anciens ministres avaient également quitté le pays. En tout état de cause, bon nombre des ministres estimaient qu'ils n'avaient plus d'obligation, et ne se sentaient ni tenus, contraints ou obligés de se soumettre tardivement à un processus formel de remise de pouvoir.

La situation sécuritaire fragile, quelques jours après la prise de fonction et le retour du nouveau président en Gambie, a présenté ses propres défis aux anciens ministres et à ceux nouvellement nommés.

Les nombreuses consultations et tractations, menées en coulisse avec l'aide du bureau des Nations Unies et du PNUD en Gambie et UNOWAS, ont grandement facilité la disponibilité des anciens membres à se soumettre à ce processus de responsabilité; d'approfondir la paix et la stabilité et de ramener rapidement le pays à une normalité.

L'annonce tardive des nominations ministérielles et autres, conjuguée au fait que, à l'exception de 2 des nouveaux ministres et des membres nommés, les autres étaient novices en administration publique, a élevé le niveau de difficultés.

Une fois nommés, les nouveaux administrateurs ont cependant montré un immense intérêt dans

l'apprentissage de leurs nouvelles fonctions.

Un service civil affaibli, inefficace et politisé a enlevé les dernières ressources qui auraient pu favoriser notre action auprès des anciens et nouveaux ministres et administrateurs.

4) L'équipe de transition conjointe a été établie, quelle est aujourd'hui votre évaluation du travail accompli?

Nous ayons pu finalement ramener 17 des 19 anciens ministres et fonctionnaires et l'ancienne vice-présidence à la salle de conférence après leur désengagement.

L'administration du président Barrow devrait maintenant disposer de suffisamment d'espace pour concrétiser les réformes démocratiques promises.

L'inauguration de l'équipe conjointe de transition par le Président Barrow lui-même, son message de leadership inspirant et une photo de groupe du Président Barrow lui-même avec d'anciens ministres du Président Jammeh et les actuels ministres gambiens est devenue virale.

Ce processus a finalement anéanti les craintes et les soupçons et a fourni des gages de sécurité aux anciens fonctionnaires et, en fait, à tous les Gambiens.

Les opérations menées conjointement par l'Équipe de transition ont permis aux dirigeants nationaux de mieux connaître les possibilités d'alternance et de transition politiques et la nécessité d'élaborer un cadre juridique et des structures institutionnelles et administratives pour une meilleure gestion

des transitions futures.

La longue compilation des données ; l'instabilité des fonctionnaires; l'indisponibilité à leurs postes de certains personnels administratifs; l'absence de documents et de mécanisme de suivi des dossiers demeurent un défi pour l'achèvement des travaux de l'équipe conjointe de transition,

5) Comment envisagez-vous l'évolution de la période post-transition?

L'inauguration de l'équipe conjointe de transition et la publicité qui lui a été faite ont suscité un grand enthousiasme du public et un appel à l'unité nationale, à la paix et à la réconciliation et à éviter toute acrimonie indue entre partis politiques opposés afin d'assurer la normalité dans l'État.

Le retour rapide à la normale est un des facteurs ayant contribué à la réduction, de 7.000 à 500 soldats, des troupes ECOMIG.

L'administration du président Barrow devrait maintenant disposer de suffisamment d'espace pour réaliser les réformes démocratiques promises.

À moyen terme, l'expert préconise une Conférence Nationale pour mobiliser un consensus national autour de la mise en place d'un cadre institutionnel administratif juridique impliquant la création d'un Bureau d'Administrateur-Général afin de mieux gérer les transitions futures et les rendre plus ordonnées et pacifiques.

La Conférence doit veiller à la création d'une conscience nationale et de la nécessité de ce pont de stabilité essentiel entre l'élection et la prise de fonction d'un nouveau président-gouvernement.

Avec la fin de la crise politique en Gambie, les Gambiens réfugiés au Sénégal rentrent chez eux

Plusieurs milliers de personnes sont rentrées en Gambie depuis que le Président sortant, Yahya Jammeh a quitté le pouvoir.



Les gens ont commencé à rentrer chez eux aussitôt qu'ils ont entendu que Yahya Jammeh avait quitté le pouvoir UNHCR / Helene Caux

ZIGUINCHOR, Sénégal – Au poste-frontière sénégalais de Séléty, John* ne pouvait dissimuler son soulagement pendant qu'il attendait avec sa famille le bus qui les ramènerait vers leur maison en Gambie, après deux semaines d'insupportable incertitude en janvier dernier.

“C'est fini, on rentre chez nous”, déclarait en souriant cet homme qui, comme environ 40,000** autres personnes, a choisi de retourner dans sa Gambie natale maintenant que la crise politique a pris fin. Yahya Jammeh, le Président sortant, a accepté de quitter le pouvoir le 19 janvier et de s'exiler en Guinée équatoriale. Les mouvements de retour vers la Gambie se déroulent à un rythme régulier depuis que Yahya Jammeh a quitté le pays le 20 janvier.

John avait décidé de quitter sa maison, dans la ville de Kunku-

jang-Mariam, quand Yahya Jammeh est revenu sur son engagement d'accepter sa défaite aux élections présidentielles du 1er décembre remportées par Adama Barrow, le chef de l'opposition. Sa rétractation a déclenché une crise régionale qui a poussé plus de 76 300 personnes à aller se réfugier au Sénégal, selon les autorités sénégalaises.

“On n'avait aucune idée de la manière dont les choses tourneraient. Dieu merci, on a évité un bain de sang”

“On n'avait aucune idée de la manière dont les choses tourneraient. Dieu merci, on a évité un bain de sang” dit John, 42 ans, se faisant ainsi l'écho de tous ceux qui avaient craint que la Gambie ne sombre dans le chaos. Comme

beaucoup d'autres dans sa situation, il ne tarit pas d'éloges sur les familles sénégalaises qui les ont chaleureusement accueillis.

“Les gens nous ont ouvert les portes de chez eux, nous avons été hébergés par une famille que nous ne connaissions même pas. Ils ont été très, très gentils.”

Aider les personnes déplacées

Les autorités gambiennes ont envoyés plusieurs autobus pour ramener les déplacés chez eux, et John, sa femme et ses enfants espéraient en trouver un pour les conduire jusqu'au Carrefour de Westfield, dans la région de Serrekunda, d'où ils pourront prendre un taxi.

Les gens ont commencé à retourner en Gambie aussitôt qu'ils ont entendu que Yahya Jammeh avait quitté le pays le samedi 20 janvier. Ce jour là, 530 personnes ont tra-

versé le point de passage frontière de Selety, dans la région de Ziguinchor, au Sénégal. Le dimanche 21, le nombre est passé à plus de 3 700, et autant le lundi 22. Certains sont rentrés chez eux dans des voitures privées, à moto ou en bus. D'autres se sont rendus en Gambie via des passages informels aux frontières nord et sud.

Certains sont rentrés en bateau à Banjul, la capitale de la Gambie. Ils sont arrivés par des bacs bondés, vieillissants et dangereux. Pendant la crise, les gens fuyaient ou se cachaient dans leurs maisons, transformant Banjul en une ville fantôme. Une équipe du HCR à Banjul notait alors un certain retour à la normale dans la capitale gambienne, à mesure que des écoles et magasins reprenaient leurs activités.

Pendant les semaines de crise, des milliers de Gambiens déplacés ont été logés dans des familles d'ac-

ueil au Sénégal. Nombre de ces familles, comme celle de Maria-ma* qui a hébergé chez elle plus de 15 personnes, dont une cousine et son bébé, ont eu bien du mal à joindre les deux bouts.

“Avant, je faisais cuire un kilo de riz par jour pour ma famille”

“Avant, je faisais cuire un kilo de riz par jour pour ma famille” dit Mariama. “Maintenant, avec tous les nouveaux venus que je loge sous mon toit, je fais entre trois et quatre kilos de riz par jour. Il a fallu que je puise dans nos réserves pour pouvoir nourrir tout le monde. Ce n'est pas un problème, il faut les aider, mais aujourd'hui pour réunir assez d'argent pour acheter du riz, je suis obligée de préparer et de vendre des petits déjeuners aux gens du voisinage.”

Le Gouvernement sénégalais n'a pas traîné pour répondre aux be-

soins des Gambiens déplacés et de leurs hôtes. Les autorités ont distribué plusieurs tonnes de vivres aux familles déplacées – y compris du riz, de l'huile et du sucre. Quarante tonnes de riz sont arrivés à Ziguinchor la troisième semaine de janvier et les distributions ont alors commencé immédiatement dans plusieurs villages accueillant des personnes déplacées. De plus, le gouvernement a aussi fourni des matelas, des nattes, des draps, des couvertures et du savon aux personnes dans le besoin.

3500 Gambiens ont également fui vers la Guinée-Bissau lors de la crise, 2440 sont depuis retournés chez eux par leurs propres moyens.

*Noms fictifs pour des raisons de protection.

** Chiffre des autorités sénégalaises début février. Ce chiffre se réfère aux personnes qui sont retournées en Gambie en bus organisés par les autorités gambiennes et sénégalaises.

Par UNHCR Dakar



Une #PresseLibre pour une #NouvelleGambie : l'UNESCO et l'UE équipent les médias gambiens

Les professionnels des médias en Gambie sont aujourd’hui mieux équipés pour transmettre à leurs communautés les informations dont elles ont besoin pour construire une société informée et tournée vers l’avenir. Grâce à l’octroi, par l’Union européenne, d’une subvention de 691,583 euros, l’UNESCO renforce les capacités des médias gambiens en fournissant des équipements et en favorisant le développement de l’enseignement du journalisme et d’un environnement propice à la liberté d’expression et à l’accès à l’information.



« En vue d’une paix pérenne et d’un développement durable, les droits de l’homme se doivent d’être respectés. Chacun doit être libre de chercher, de recevoir et de transmettre des connaissances ainsi que des informations sur tout type de support, en ligne comme hors ligne. Un journalisme de qualité permet aux citoyens de prendre des décisions réfléchies sur leur société et leur contribution au développement. Mais, pour ce faire, des outils – intellectuels et matériels – sont nécessaires », a souligné Gwang-Chol Chang, Directeur par intérim du Bureau Régional de l’UNESCO pour l’Afrique de l’Ouest (Sahel) à Dakar, lors de son discours du 22 février, à la Commission nationale gambienne pour l’UNESCO, où se tenait une cérémonie de distribution de matériel aux journaux bénéficiaires, au syndicat de la presse gambienne et à l’Université de Gambie.

« Une presse d’investigation critique et indépendante est l’essence de la démocratie »

En Gambie, comme dans de nombreux pays autour du globe, les médias professionnels manquent souvent des ressources et des capacités nécessaires à l’exercice de leurs activités. Les difficultés d'accès à l'information et le manque d'équipement et de formation font partie des défis quotidiens auxquels les professionnels des médias doivent faire face. Ce projet aborde certaines de ces problématiques, notamment la formation et le développement professionnel ainsi que la viabilité économique des organes de presse. L'objectif global de ce projet, qui se poursuivra jusqu'en juin 2017, est de contribuer à une meilleure gouvernance démocratique en améliorant la liberté de la presse et la qualité de l'information disponible

pour la population gambienne.

« Une presse d’investigation critique et indépendante est l’essence de la démocratie », a souligné Attila Lajos, Ambassadeur de la délégation de l’Union européenne en Gambie. Fatou Kinneh-Jobe, Secrétaire Permanente au ministère de l’Information et de la Communication a, quant à elle, souligné que la Gambie devait rebondir sur la déclaration du Président Adama Barrow, selon laquelle les médias, aussi bien publics que privés, devaient jouir de la liberté de diffuser des observations divergentes et opinions dissidentes.

« De la même façon que la Nouvelle Gambie consolide la nouvelle démocratie, il vous incombe, à vous journalistes, de veiller à ce que les nouvelles que vous transmettez soient crédibles et qu’elles favorisent la paix, la cohésion et le développement. Je ne peux pas sous-estimer vos responsabilités en tant qu’agents de paix et de dé-



veloppement. Faites que vos plumes et votre voix soient les outils de la victoire », a déclaré, lors de la cérémonie, Ade Mamonyane Lekoetje, Coordinatrice Résidente des Nations Unies en Gambie.

La livraison des équipements intervient quelques jours après l'investiture du Président Adama Barrow, le 18 février à Banjul. Le projet vise à promouvoir l'excellence en matière de journalisme en reconnaissant que l'enseignement du journalisme est un élément important pour le développement d'un média libre et indépendant. Le projet renforce également l'égalité des sexes dans les médias et l'élaboration de programmes et de matériel de formation. Il contribue également à renforcer la liberté d'expression et l'accès à l'information.

Les premiers bénéficiaires de ce projet sont les maisons d'éditions, les journaux, les radios communautaires, le syndicat de la presse gambienne et l'université de Gambie. Jusqu'en juin 2017, seront mises en place des initiatives de renforcement des capacités ainsi

que des formations destinées aux forces de sécurité gambiennes sur la sécurité des journalistes et la liberté d'expression pour soutenir le Plan d'Action des Nations Unies sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité. En outre une plateforme formelle de dialogue entre les médias et le gouvernement sera établie afin de soutenir la révision des cadres réglementaires existants concernant la liberté d'expression et l'accès à l'information, conformément aux standards internationaux des droits de l'homme.

« Pour soutenir encore l'importance de la liberté de la presse, la Nouvelle Gambie a souligné sa volonté sans faille de respecter les principes fondamentaux de la liberté de la presse et de respecter les journalistes »

Forte de son expérience de longue date dans la promotion de l'excellence et de la formation au

journalisme, l'UNESCO a été désignée pour la mise en œuvre de ce projet en tant qu'institution des Nations Unies chargée de soutenir les domaines de la communication, des médias et du journalisme. « Pour soutenir encore l'importance de la liberté de la presse, la Nouvelle Gambie a souligné sa volonté sans faille de respecter les principes fondamentaux de la liberté de la presse et de respecter les journalistes qui s'efforcent de promouvoir des valeurs éthiques au sein de leur profession. L'UNESCO maintiendra un partenariat solide dans le monde entier pour défendre cet idéal d'un monde meilleur et mieux informé » a ajouté la Coordinatrice Résidente des Nations Unies en Gambie. Le projet contribue directement à la réalisation du seizième Objectif de Développement Durable (ODD-16) pour la promotion de sociétés pacifiques inclusives afin d'assurer le développement durable, procurer l'accès à la justice pour tous et construire des institutions efficaces, responsables et inclusives à tous les niveaux.

Par UNESCO Dakar

En ce début d'ère nouvelle, le HCDH accroît son soutien à la Gambie

Avec le départ de M. Jammeh et l'investiture du Président Adama Barrow, une nouvelle ère de respect des droits humains commence.



People wearing t-shirts reading «We are all Gambians» demonstrate in Dakar against alleged human rights violations in Gambia (AFP Photo/Seyllou)

Dans son discours, lors de la célébration du 52ème anniversaire de la Gambie, à Banjul, M. Adama Barrow, nouveau président de la Gambie, a déclaré que, pendant son mandat, la promotion et la protection des droits de l'homme seraient au cœur de la politique et des réformes. « *Une Commission des droits de l'homme sera immédiatement créée* », a déclaré le président nouvellement élu.

Après deux décennies de souffrances, c'est une avancée historique pour les gambiens.

Sous le régime du Président Yahya Jammeh, d'innombrables et systématiques violations des droits ont exacerbé un environnement politique déjà hostile et répressif: disparitions forcées, arrestations et détentions arbitraires, torture et restrictions des libertés d'expression, de réunion et d'associa-

tion. Les tentatives musclées du gouvernement de contrer les voix d'opposition ont conduit à des arrestations arbitraires et à la détention de représentants de la société civile et de journalistes.

Une avancée historique

Malgré les multiples restrictions et le manque de coopération de l'administration Jammeh, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Droits de l'Homme en Afrique de l'Ouest (HCDH-BRAO) a toujours manifesté un engagement fort de soutien aux Gambiens par la promotion régulière et la protection des droits humains en Gambie.

Le Haut Commissaire des Nations Unies pour les droits humains, Mr Zeid Ra'ad Al Hussein, a régulièrement et à plusieurs reprises condamné les violations de droits humains commises dans le pays,

notamment après les arrestations massives et la détention de dizaines d'opposants politiques, de partisans et de simples passants lors des manifestations pacifiques des 14, 16 et 9 mai 2016, et la condamnation de 30 membres de l'opposition. Il a également régulièrement appelé Jammeh au respect des résultats des élections, du processus démocratique et de l'état de droit.

Mais aujourd'hui, la situation a changé et l'engagement du nouveau Président, appuyé par le Haut Commissariat, est un grand pas vers la consolidation des droits humains.

« *Le Haut Commissariat renforcera son soutien et sa coopération avec les nouvelles autorités pour l'ancrage institutionnel des droits humains dans les préoccupations politiques* », a déclaré Andrea Ori, Représentante du Bureau régional

du Haut-Commissariat aux droits de l'Homme à Dakar.

Dans cette perspective, le Haut-Commissariat a entrepris plusieurs missions et d'importantes activités en Gambie afin d'assurer un soutien rapide et efficace aux nouvelles autorités. Une expertise technique du processus de rédaction d'un projet de loi de création de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH), conformément aux normes internationales, a été fournie en plus de l'appui régulier au bureau du Coordinateur résident mis en place depuis l'élection présidentielle.

Enjeux et soutiens

En réponse à l'annonce du Président Barrow de créer une Commission Vérité et Réconciliation chargée d'enquêter sur les violations présumées des droits de l'homme et les abus commis pendant le régime du Président Jammeh, le HCDH aidera au développement de normes et d'instruments opérationnels d'État de droit et des

processus nécessaires à la mise en œuvre de mécanismes de justice transitionnelle.

Entre-temps, le HCDH a également appelé le nouveau gouvernement à la promotion et à la protection des droits humains et a plaidé pour la libération de tous les prisonniers politiques. «*Le Haut Commissariat est heureux de constater la déclaration de M. Barrow que son gouvernement entreprendra les réformes constitutionnelles et juridiques essentielles au respect et à l'enracinement des dispositions constitutionnelles de protection des droits fondamentaux des citoyens*», a déclaré Andrea Ori.

Pour marquer ses actions vers une nouvelle ère de respect des droits humains, le Gouvernement a ordonné la libération de toutes les personnes détenues sans procès. Cependant, malgré le fait que de nombreux prisonniers, y compris politiques, ont été libérés, de nombreux cas restent à être élucidés, en particulier ceux de disparition. Les Gambiens, illégalement

arrêtés, détenus, torturés, renvoyés, privés de leurs biens ou qui ont perdu leur famille, réclament justice et réparation.

Beaucoup d'autres domaines des droits de l'homme vont requérir l'expertise et l'assistance du HCDH : l'administration publique, les secteurs de la sécurité et de la justice souffrent d'un manque de ressources humaines et financières et de capacités professionnelles. Le soutien de la communauté internationale, en particulier dans la promotion et le renforcement des droits humains, est primordial. Le changement de régime est une occasion pour l'ONU en général et le HCDH en particulier d'accroître son aide au nouveau gouvernement afin qu'il initie de nouvelles réformes du cadre institutionnel et renforce les capacités des acteurs étatiques et non étatiques et des organes de contrôle afin que la responsabilité et l'état de droit prévalent en Gambie.

Par le HCDH Dakar



A marching band in Farafenni, a market town in The Gambia, just south of the border with Senegal. Photo: UNFPA The Gambia

Portrait | SALIEU TALL, Quand la Gambie a décidé..

Salieu Taal, avocat devenu activiste et initiateur du mouvement GambiaHasDecided (GHD) créé lors de l'im-passe politique en Gambie causée par la décision de Jammeh de rejeter les élections du 1er décembre, dit que les Gambiens ne devraient pas hésiter à revendiquer leurs droits de citoyens et à mettre devant leurs responsabilités, leurs représentants, dans les décisions qu'ils prennent en leur nom.



1- Comment et quand est né le mouvement Gambia Has Decided?

GambiaHasDecided (GHD) est une initiative de la société civile lancée par un groupe de jeunes professionnels gambiens basés en Gambie après la décision du Président sortant Jammeh d'annuler les résultats des élections du 1er décembre. Au départ, j'ai invité un groupe d'amis et des connaissances dans ma maison pour discuter des moyens de canaliser notre colère et notre frustration après la décision de Jammeh. Nous nous sommes rencontrés à mon domicile et avons réfléchi autour d'une pizza et d'une nourriture typique du Nigéria, le suya. Nous avons alors convenu de lancer une campagne autour du hashtag #GambiaHasDecided avec le but unique de mobiliser la population contre la décision illégale de Jammeh et de revendiquer nos droits démocratiques en tant que citoyens. Les membres étaient des jeunes femmes, des entrepreneurs, des activistes sociaux, des promoteurs de musique, des journalistes et des

professionnels de l'informatique. Ensemble, nous avons élaboré une stratégie digitale pour rendre viral le hashtag #GambiaHasDecided et pour amplifier le message au niveau local. Nous avons produit des t-shirts et installé des panneaux d'affichage dans des zones stratégiques à l'intérieur du pays avec le message *#GambiaHasDecided*. Nous avons initialement financé l'intégralité du budget de notre campagne et avons par la suite recueilli des fonds grâce à nos réseaux.

Maintenant que la Gambie a décidé, GHD veillera à ce que la décision des Gambiens soit respectée par le gouvernement actuel. Les Gambiens se sont battus, notamment pour la démocratie

2-Maintenant que la Gambie a décidé, envisagez-vous de jouer un rôle spécifique dans le futur?

Maintenant que la Gambie a déci-

dé, GHD veillera à ce que la décision des Gambiens soit respectée par le gouvernement actuel. Les Gambiens se sont battus, notamment pour la démocratie, la bonne gouvernance, le respect et la primauté du droit. GHD sera une organisation de la société civile qui jouera un rôle de veille afin que soient développés, par toutes les parties prenantes, un espace démocratique inclusif et des structures des institutions qui permettront de prévenir les abus de pouvoir, l'intolérance et la dictature. GHD a accueilli des jeunes qui sont devenus nos principales parties prenantes des membres. Nous travaillons à assurer la participation de ces jeunes à la construction nationale afin qu'ils commencent à occuper des postes de direction au sein du gouvernement et de la législature. En résumé, les domaines d'intérêt de GHD sont la défense de la démocratie, la promotion de la bonne gouvernance, le respect de l'état de droit et l'éducation civique.

3-En tant qu'acteur de la société civile, quel message voulez-vous transmettre aux Gambiens maintenant que la Gambie entre dans une nouvelle ère?

En tant qu'acteurs de la société civile, nous voulons simplement redire à la population gambienne qu'elle a décidé de réaliser le changement et le passage de la tyrannie à une démocratie participative et inclusive. En tant que peuple, nous ne devons pas hésiter à défendre nos droits de citoyens et à mettre nos représentants (gouvernement et législateurs) devant leurs responsabilités par rapport aux décisions qu'ils prennent en notre nom.

Le G5 Sahel et UNOWAS examinent leur feuille de route

La coopération initiée depuis plus de deux ans entre le G5 Sahel (Mauritanie, Burkina Faso, Mali, Tchad et Niger) et les Nations Unies témoigne de la volonté des deux organisations de travailler ensemble pour faire face aux défis qui freinent le développement des cinq pays sahéliens.



La coopération initiée depuis plus de deux ans entre le G5 Sahel (Mauritanie, Burkina Faso, Mali, Tchad et Niger) et les Nations Unies témoigne de la volonté des deux organisations de travailler ensemble pour faire face aux défis qui freinent le développement des cinq pays sahéliens. C'est avec cet état d'esprit que c'est tenue le 6 et 7 mars dernier, à Nouakchott, en Mauritanie, une réunion de travail entre le G5 Sahel et le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) pour évaluer la mise en œuvre de la feuille de route et élaborer un plan d'activité qui répond aux priorités et aux besoins des pays du G5 Sahel.

Réponse efficace et cohérente

Plus de deux ans auparavant, les deux entités ont pu ensemble articuler une feuille de route dont l'objectif était d'harmoniser les projets prioritaires contenus dans le Programme d'Investissement Prioritaire (PIP) du G5 Sahel et dans la Stratégie Intégrée des Nations Unies pour le Sahel (SINUS), pour apporter une réponse efficace et cohérente aux multiples défis

liés à la gouvernance, le développement et la sécurité, ainsi que la résilience. Il était donc nécessaire pour les deux partenaires de faire le point sur l'état d'avancement des projets et de réviser la feuille de route à l'aune des derniers développements dans la région. Grâce à la feuille de route, il a été constaté des progrès tangibles dans l'application des mesures pour assurer l'appropriation des projets et initiatives par les bénéficiaires en travaillant en étroite collaboration avec le Secrétariat permanent du G5 Sahel. Aussi, l'intégration du genre dans le travail du G5 Sahel a connue des améliorations après le déploiement d'une Experte genre au sein du Secrétariat Permanent du G5 Sahel à Nouakchott. La réunion a souligné le besoin de mettre à jour des projets phares conjointement élaborés avec le G5 Sahel pour mieux tenir compte de l'évolution de la situation dans l'espace sahélien.

Dans son intervention à l'ouverture des travaux, le secrétaire permanent du G5 Sahel, M. Najim El Hadj Mohamed, a insisté sur la qualité de la coopération entre les

deux entités qui, selon lui, doit se renforcer davantage à travers la réalisation de projets phares et l'élaboration d'un calendrier d'activités pour la période 2017-2020, ainsi qu'une matrice de projet communs G5/UN.

Coopération entre les entités

De son côté, la Représentante spéciale Adjointe du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Mme Hiroute Guebre Sellassie, a rappelé l'engagement du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel de travailler étroitement avec le G5 Sahel, notamment à travers l'établissement de la Cellule de liaison d'UNOWAS à Nouakchott qui joue un rôle prépondérant dans la consolidation de la coopération entre les deux entités.

Les deux jours de réunion ont aussi permis aux deux équipes de discuter les projets potentiels et les financements nécessaires pour leurs lancements, ainsi que l'importance de mieux coordonner le partenariat avec les différentes agences des Nations Unies.

Grâce à leurs efforts communs, le G5 Sahel et les Nations Unies ont pu lancer des projets importants tels que la mise en place de la "Plateforme de Coopération en matière de sécurité" et la Cellule de lutte contre la radicalisation, ainsi que l'établissement de la Plateforme des femmes du Sahel, qui sont autant d'exemples de réalisations concrètes qui témoignent d'un partenariat privilégié et répondent aux priorités contenues dans la Feuille de Route.

Forum des Envoyés Spéciaux pour le Sahel et Partenaires

Dans le cadre de son engagement continu à soutenir le Sahel, le Représentant Spécial du Secrétaire-général, Mohamed Ibn Chambas, a participé, les 14 et 15 mars 2016 à Luxembourg, à la 4ème réunion informelle des Envoyés spéciaux et partenaires du Sahel.



Envoyés Spéciaux et partenaires pour le Sahel durant la réunion de travail, le 14 Mars 2017 au Luxembourg

Soutien continu

Les 14 et 15 mars, le Représentant Spécial du Secrétaire général (RSSG) des Nations Unies, Mohamed Ibn Chambas a assisté à la 4ème réunion informelle des Envoyés spéciaux et des Partenaires pour le Sahel, organisée sous l'égide du Gouvernement luxembourgeois et co-présidée par le Représentant spécial de l'Union Européenne pour le Sahel, Angel Losada. Des représentants des ministères des affaires étrangères, du Secrétaire permanent du G5 Sahel, du Haut représentant de l'Union Africaine pour le Mali et le Sahel, ainsi que plusieurs groupes de réflexion ont assisté à la réunion. Les discussions ont porté sur les tendances actuelles de l'économie, de la paix et de la sécurité et sur l'évolution de la situation au Sahel, sur la nécessité d'une étroite coordination entre acteurs nationaux, régionaux et internationaux

sur les défis spécifiques posés à la coopération extérieure.

Mobilisation constante

Le RSSG a souligné la mobilisation constante des Nations Unies pour le Sahel, illustrée notamment lors des récents débats de la Commission de consolidation de la paix et de la réunion de coordination entre le Secrétariat du G5-Sahel et les agences régionales des Nations Unies tenue à Nouakchott les 6 et 7 mars 2017. Il a fait valoir les efforts de l'ONU en matière de prévention des conflits et son soutien aux initiatives régionales, notamment grâce à la collaboration du G5-Sahel et aux mécanismes de consultation tels que la prochaine plate-forme de coordination ministérielle pour les stratégies du Sahel prévue les 29-30 mai. Les participants ont convenu de la nécessité d'élaborer de nouvelles approches à la lumière de l'évolution

sécuritaire actuelle, en particulier les conflits locaux, l'extrémisme violent et la criminalité transnationale. Le processus de paix au Mali et l'établissement de la force régionale du Sahel au G5 ont été discutés.

Les participants se sont engagés à poursuivre leur engagement en faveur du Sahel et ont souligné la complémentarité des efforts, notamment en ce qui concerne les initiatives militaires dans la région.

Ce forum des Envoyés spéciaux, a été mis en place par l'ancien Bureau de l'Envoyée spéciale pour le Sahel pour assurer plus de cohérence et de coordination entre les acteurs et partenaires majeurs. La prochaine réunion des Envoyés spéciaux sera organisée par la Suède, à Stockholm, en septembre 2017.

La CNMC poursuit ses travaux pour parachever la démarcation des frontières

Dans le cadre de la mise en œuvre du mandat de la Commission Mixte Cameroun-Nigeria (CMCN), les deux délégations se sont retrouvées à Yaoundé, au Cameroun pour discuter de l'état d'avancement des travaux de démarcation et faire le point sur la situation sécuritaire, notamment après l'attaque de janvier qui a couté la vie à 5 agents de l'équipe technique de la CMCN.

Une réunion extraordinaire des chefs des délégations de la Commission Mixte Cameroun-Nigeria (CMCN) s'est tenue le 8 mars 2017 à Yaoundé sous la présidence de M. Mohamed Ibn Chambas, Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel et avec la participation de M. Amadou Ali, Vice-Premier Ministre de la République du Cameroun, et M. Abubakar Malami, SAN, Ministre de la Justice de la République fédérale du Nigeria.

Cette réunion extraordinaire survient suite à l'attaque meurtrière survenue le 31 janvier dernier contre une équipe technique de la CMCN qui accomplissait sa mission régulière de démarcation des frontières. 5 personnes ont trouvé la mort dont un consultant sous contrat avec l'ONU, trois ressortissants nigérians et un ressortissant camerounais.

Completer la démarcation

Depuis sa mise en place le 15 novembre 2002, c'est la première fois que la CMCN est victime d'une attaque de cette envergure. Il était nécessaire pour les Parties de se retrouver pour renouveler leur engagement de poursuivre et de



Réunion des Chefs de délégations CMCN, le 8 Mars 2017 à Yaoundé

parachever les travaux de démarcation de la frontière et ce, malgré l'attaque tragique.

Les chefs de délégations ont aussi abordé la question de la sécurité et les mesures supplémentaires nécessaires à prendre pour protéger les agents de la CMCN en mission. A cet égard, une réunion consacrée à la question de la sécurité sera organisée en début du mois d'avril à Genève, en Suisse.

Par ailleurs, les chefs de délégations ont également saisi l'occasion pour exprimer leur satisfaction au Président de la CMCN pour tous les efforts qu'il a fourni pour la mobilisation de fonds qui ont permis de récolter 3 millions d'Euros. Et ils se sont engagés à contribuer

au Fonds d'affectation spéciale qui devra contenir d'autres contributions.

La CMCN a été mise en place en application du Communiqué conjoint adopté au Sommet de Genève du 15 novembre 2002 entre Son Excellence Paul Biya, Président de la République du Cameroun, et son Excellence Olusegun Obasanjo, alors Président de la République fédérale du Nigeria, en présence de Son Excellence Kofi Annan, alors Secrétaire Général des Nations Unies. L'objectif de la CMCN est de faciliter la mise en œuvre du jugement rendu le 10 octobre 2002 par la Cour internationale de Justice (CIJ) sur le différend frontalier Cameroun-Nigeria.

Suite à l'attaque meurtrière qui a causé la mort des cinq membres de l'Equipe Technique Mixte de la CMCN, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) a tenu à exprimer sa solidarité et sympathie avec les familles des

victimes lors d'une cérémonie organisée au siège d'UNOWAS, à Dakar, le vendredi 03 février 2017, et durant laquelle une minute de silence fut observée à la mémoire des victimes tuées lâchement par un groupe armé inconnu le 31 janvier 2017.

Des enseignements en matière de prévention de conflits en Afrique de l'Ouest

En prélude de l'étude de la Banque mondiale et des Nations Unies sur « Faire du développement pour la paix: le rôle du développement dans la prévention des conflits violents», le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) et le Programme des Nations Unies pour le Développement ont facilité, les 26 et 27 janvier 2017 à Dakar, des consultations régionales. La réunion a relevé l'importance de la collaboration institutionnelle dans la gestion des situations politiques et de sécurité dans l'environnement ouest-africain, qui constitue l'un des principaux volets du mandat de UNOWAS. Les consultations ont réuni des représentants de groupes d'experts, de la société civile et des agences des Nations Unies de toute

la région afin d'identifier les enseignements clés et de formuler des recommandations en matière de prévention des conflits. Les participants ont discuté de cas concrets de consolidation de la paix dans des situations d'après-conflit ; d'expériences régionales en matière de gestion de transitions de pouvoir et de résolution des crises ; et de gestion des problèmes de sécurité transfrontalière par le biais d'institutions et de mécanismes régionaux. Les recommandations feront partie intégrante du rapport qui sera finalisé dans le courant de l'année et qui mettra l'accent sur l'impact des facteurs structurels, des institutions et des organismes sur les perspectives à long terme d'une paix durable.

UNOWAS et la CEDEAO échangent sur le thème de la migration

Le 25 janvier, UNOWAS et la CEDEAO se sont réunis à Praia (Cap-Vert) pour discuter de l'évolution des politiques et engagements actuels sur les tendances migratoires et les perspectives en Afrique de l'Ouest, ainsi que des tensions entre pasteurs et autres groupes de population. Les discussions ont porté sur l'aide que pourrait apporter UNOWAS à la CEDEAO dans le développement de solutions durables à ces défis dans une perspective de prévention des conflits. La réunion était dirigée par la Représentante adjointe du Secrétaire-Général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Hiroute Guebre Sellassie et par le Commissaire de la CEDEAO pour

le Commerce, les douanes, la libre circulation et le tourisme, Laouali Chaibou, avec la participation du Bureau régional de l'OIM. Les deux institutions ont convenu de renforcer leur collaboration. La CEDEAO est un partenaire privilégié de UNOWAS puisque les deux institutions collaborent sur des questions telles que la diplomatie préventive, les missions de bons offices et les médiations, le renforcement des capacités de prévention des violences post électoralles et l'assurance de transitions démocratiques pacifiques, le règlement des problèmes de crimes transfrontaliers et la promotion de la coopération transfrontalière.

L'arbre à Palabre sur la Gambie

Dans le cadre de ses sessions régulières de «l'arbre à palabres», un cadre de discussion sur les questions de gouvernance et de droits de l'homme établi en 2012, l'UNOWAS

a tenu, le 28 février 2017, une rencontre avec des organisations de la société civile, des groupes de réflexion, des organisations multilatérales et d'autres acteurs pour discuter de la nouvelle Poli-

tique en Gambie suite à l'investiture du Président Barrow.

Après plus de deux décennies, le peuple gambien se trouve soudainement soulagé d'un environnement dictatorial, mais sans Etat de droit ni cadre démocratique en place. La rencontre a été l'occasion d'échanger sur une série de questions et de défis que les nouvelles autorités devront aborder pour lancer un processus de réforme démocratique cohérente qui couvre les droits politiques, les droits de l'homme, la gouvernance, l'Etat de droit

ainsi que les secteurs économiques et sociaux, entre autres.

Selon les participants, les nouvelles autorités devraient s'engager dans des réformes constitutionnelles pour s'assurer qu'un cadre démocratique est en place pour garantir l'état de droit à tous les gambiens. À cet égard, ils ont souligné que l'établissement de la Commission Vérité et Réconciliation, promis par le Président Barrow, devrait jouer un rôle constructif dans la consolidation des acquis démocratiques et de la paix en Gambie.

UNOWAS participe au troisième Sommet ordinaire des Chefs d'Etat du G5 Sahel

Du 5 au 6 février 2017, la Représentante Adjointe du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Hivroute Guebre Sellassie, a participé au troisième sommet ordinaire des chefs d'État du G5 Sahel à Bamako. Au cours de la réunion, elle s'est félicitée des efforts déployés par les chefs d'État et de gouvernement du G5 Sahel pour promouvoir la coopération régionale et s'est engagée à continuer de soutenir ces efforts. Elle a également exhorté les partenaires à s'attaquer aux problèmes régionaux qui touchent le Mali et le Sahel et a plaidé pour une coopération renforcée entre les partenaires sur des questions telles que l'insécurité, les migrations, la radicalisation, la bonne gouvernance et les droits de l'homme. Mme Sellassie a également rappelé que les progrès réalisés dans le processus de paix au Mali peuvent contribuer à assurer la sécurité et la paix non seulement dans le pays mais dans l'ensemble du Sahel.

Le Sommet qui avait pour objectif de discuter de la situation sécuritaire au Mali et de son impact sur la région du Sahel, a noté que la situation sécuri-

taire au Sahel était affectée par la déliquescence de l'Etat en Libye et par une augmentation des attaques terroristes au Mali, au Niger et au Burkina Faso. Les Chefs d'Etat ont également exprimé leur préoccupation face à la radicalisation et l'extrémisme violent, la prolifération des armes, la traite des drogues et des êtres humains et de leurs liens avec la criminalité transnationale organisée, malgré l'accord de paix malien.

Enfin, ils ont proposé la création d'une force régionale du G5 Sahel pour lutter contre le terrorisme, le crime organisé, le trafic humain et le trafic de drogue dans la région du Sahel, en mettant particulièrement l'accent sur le nord du Mali. La force devrait être formée d'une brigade de cinq bataillons des pays du G5, avec un commandement central, un bataillon de logistique et une unité de l'armée de l'air, pour mener des opérations transfrontalières conjointes afin de lutter contre les menaces dans la région. L'ONU examine actuellement la demande visant à déterminer comment l'organisation peut contribuer à mettre en œuvre cette initiative régionale.